

SANS-CHEZ-SOI ET SANS VOIX, POUR UNE AUTRE HISTOIRE DE LA PORTE DE NAMUR

Par des travailleurs sociaux en devenir & Ulrich Styx



Varia

En réponse à l'éditorial paru dans L'Écho intitulé « À la Porte de Namur, entre coups et crachats, la dure réalité des commerçants bruxellois¹ », ce texte se veut un contrepoint radical aux récits dominants qui instrumentalisent la précarité pour masquer les causes systémiques des inégalités. À partir de notre travail de terrain et de nos modestes « connaissances » foucaldiennes, nous percevons la Porte de Namur non comme le théâtre de l'insécurité et de la délinquance, mais comme le reflet de l'augmentation des inégalités et d'une crise de l'accueil qui s'éternise.

¹ « À la Porte de Namur, entre coups et crachats, la dure réalité des commerçants bruxellois », *L'Écho*, 4 janvier 2025. URL : <https://www.lecho.be/economie-politique/belgique/general/a-la-porte-de-namur-entre-coups-et-crachats-la-dure-realite-des-commerçants-bruxellois/10581029.html>
Consulté le 8 janvier 2025.

Les logiques de pouvoir à l'œuvre, qu'elles se manifestent par des discours sécuritaires ou des « impératifs » économiques, dissimulent une intensification des dynamiques oppressives, autrement dit un accroissement de la violence structurelle. Repenser la prévention, dans ce contexte, ne consiste bien entendu pas à multiplier les dispositifs de répression ou les patrouilles en scooter, mais à interroger les structures et processus qui fabriquent cette extrême pauvreté qui, conjuguée à un marché du travail saturé et en pleine numérisation, contraint un nombre croissant d'individus à pratiquer diverses formes de jobs-illégaux-en-concurrence. Vous avez dit guerre de tous contre tous? Le véritable fil rouge entre les situations de Clémenceau, de la Cidade de Deus, de la Porte de Namur et des quartiers Nord de Marseille, c'est selon nous cette « surpopulation » de sans-part qui, discriminés de la rue à l'école, des portes de bars aux entretiens d'embauche, doivent s'insérer dans une économie parallèle afin de survivre, ou pour le dire plus légalement, doivent créer leur travail afin de se forger quelque avenir socio-économique.

Nos différentes institutions accueillent et hébergent chaque année davantage d'êtres-en-vulnérabilité, et chaque année de plus en plus d'êtres se retrouvent sans-chez-soi. Bienvenue en 2025! Bruxelles, avec ses avenues fières et ses ruelles fatiguées, est confrontée à une explosion des inégalités : les loyers sont inabordables, les centres d'hébergement débordent et les services sociaux sont saturés. La situation dans le quartier de la Porte de Namur ne lui appartient pas, elle est bien plutôt le reflet de crises socio-éco-géopolitiques mondiales. Les symptômes visibles tels que l'insécurité ou la présence d'individus-se-droguant-parmi-les-flux inquiètent bien entendu les commerçants et les politiciens : « C'est mauvais pour le commerce! ». D'emblée, nous sommes frappés par cette inquiétude partagée par les CEO des banques du quartier et le nouveau bourgmestre ixellois. Une première question s'impose donc, essentielle du point de vue de ce qu'il reste de cité : qu'est-ce qui, selon Socrate, relie les politiciens et les commerçants? Leur passion pour les banquets? Sans doute. Mais aussi et surtout leur obsession du gain personnel au détriment du bien commun. Pour eux l'homme n'est qu'un chiffre, et la cité, un tableau Excel.

C'est pourquoi nous, travailleur-euses sociaux-ales et militant-es, ré-
 pétions¹ que s'attaquer uniquement aux effets en proposant davantage de

1 Voir entre autres les cartes blanches d'août 2023 (« Pour mettre fin au sans-abrisme, il faut plus que des actions coup de poing ! », URL : <https://www.infirmiersderue.be/fr/actualites/carte-blanche-pour-mettre-fin-au-sans-abrisme-il-faut-plus-que-des-actions-coup-de-poing>), d'avril (« La politique des hotspots à Bruxelles est contre-productive et met en danger les personnes les plus précarisées », URL : <https://fedabxl.be/fr/2024/04/carte-blanche-la-politique-des-hotspots-a-bruxelles-est-contre-productive-et-met-en-danger-les-personnes-les-plus-precarisees/>) et de décembre (« La continuité

sécurité ou des « plans d'action concrets » à court terme revient à agir comme tous les mauvais politiciens du passé, c'est-à-dire à ignorer délibérément les causes structurelles de ces phénomènes. Reconnaissons toutefois que s'attaquer à la flambée des prix du parc immobilier, au sous-financement et à l'inaccessibilité des services sociaux, à la surinflation et à la stagnation des salaires ne sera jamais à l'agenda des banquiers : ces crises nourrissent leurs dividendes. Nous disons simplement que ces problématiques devraient être au centre des préoccupations de tout politicien, du travail de tout journaliste.

La Porte du Crack

Il était une fois, dans la prospère « Cité des Étoiles », un événement sur le point de troubler l'ordre d'un lieu pourtant habitué à dominer les tumultes du monde. Ce quartier, stratégiquement enchâssé entre des banques et des vitrines de luxe, avait de tout temps incarné le triomphe de la rationalité et de l'opulence. Pourtant, une dissonance insidieuse s'était mise à vibrer, distillant un malaise diffus dans cet univers pacifié. L'épicentre de cette perturbation ? Une poignée de vagabonds ou « sans-chez-soi », comme les appelaient les derniers rêveurs, avait osé arpenter les rues de ce sanctuaire capitaliste. Ces âmes en errance, dont les chiens paraissaient plus humains que bien des hommes en cravate, traînaient derrière elles des sacs plastiques gonflés de leurs maigres trésors : des objets dépareillés, fragments d'existences échouées ou outils bancals de survie. Leurs formes de vie, fragiles ou impérieuses, leurs pas, hésitants ou obstinés, représentaient une énigme pour tous ceux qui les entraîneraient : une rupture dans l'esthétique du lieu, sorte de rumeur silencieuse dans le concert harmonieux de la prospérité.

Brisées par des années de galère et d'indifférence, ces âmes fracturées ne commettaient pas, à proprement parler, de crime. Leur seule « faute » était d'offrir un contrepoint vivant à l'opulence environnante. Il ne fallait en effet pas grand-chose pour qu'ils soient remarqués, jugés ou catégorisés une fois pour toutes : un panier de pommes fauché sur un étal trop garni, une querelle un peu trop bruyante ou simplement le partage involontaire de leur odeur.

« Nous devons agir, et vite ! » tonna un patron de banque, sa voix vibrant d'une certitude quasi scientifique, comme si les lois de l'offre et de la demande, qu'il étudiait depuis l'adolescence, lui offraient un aperçu de l'univers tout entier. Ce Chief Executive Officer reflétait parfaitement le faux enthousiasme de cette assemblée où les visages ronds et empourprés se courbaient avec gravité, comme si le poids des coupes de champagne rappelait celui de leur responsabilité. « Si nous restons les bras croisés, bientôt, ils déferleront dans les boutiques, et que deviendra notre réputation ? » intervint un commerçant, dont l'apparente inquiétude laissait filtrer une hypocrisie mal déguisée, comme si ses intérêts personnels se métamorphosaient en une grande cause nationale. Quant au chef de la cité, Romain Romain – un homme à la silhouette souple et à la morale plus souple encore – il hocha gravement la tête, comme si chaque mouvement de son menton validait l'ordre des choses. Quoique l'on en dise ce hochement de tête conférait, pour les moins éveillés fidèles, quelque autorité à l'absurde nature de ses propos : « Mes chers amis, ne vous inquiétez pas, vos préoccupations sont les miennes. Nous renforcerons la sécurité, et, dans les meilleurs délais, nous établirons des stratégies afin de débarrasser notre cité de ces nuisibles. »

À peine ces mots furent-ils prononcés que la machine se mit en marche, aussi implacable qu'une horloge bien huilée. Des patrouilles furent envoyées et de nouveaux dispositifs de contrôle furent installés. Quant aux éditorialistes, ces orfèvres du papier et du vacarme, ils s'empressèrent de transformer le trouble en spectacle. Plumes affûtées et titres flamboyants, ils se mirent à l'ouvrage : « La Porte du Crack : quand l'immigration engendre l'insécurité », titra *La Première Heure*, « Les gueux attaquent, panique à la Porte du Crack ! », claironna *InfoSud*, tandis que le journal *Le Matin*, plus sobre mais non moins sévère, interrogeait : « Chronique d'un chaos annoncé : comment protéger nos quartiers riches ? »

La sentence était tombée, implacable comme un couperet : la racaille devait disparaître. Mais dans l'ombre des projecteurs, là où le regard des puissants s'aventurait rarement, des voix discordantes commençaient à s'élever. Des travailleurs sociaux, des artistes de rue et quelques âmes solitaires osaient chuchoter des questions que nul ne voulait entendre : « Qui nuit vraiment ? Ces vagabonds aux mains vides ou ceux qui rendent le logement, la santé et la dignité inaccessibles ? »

Dans ces murmures, on croyait entendre l'écho d'une voix, une voix qui n'appartenait ni aux vivants ni aux morts, mais à la mémoire elle-même.

Si cette nanofable avait une origine, ce serait de rappeler que renforcer les dispositifs de sécurité sans aborder les racines des problèmes revient à nourrir une mécanique perverse où la pauvreté devient un crime, et l'opulence, une vertu. Si cette nanofable avait un but, ce serait de rapprocher *destinalement* tous les prolétaires d'Europe (et du monde!), premières victimes des politiques d'austérité en cours et des stigmatisations des gouvernants. Les éléments de langage contemporains de la médiasphère autour du « Narco-état » et de la « guerre des gangs » servent de contre-feux et sont utilisés par les ploutocrates pour invisibiliser l'aggravation des inégalités mais aussi criminaliser les sans-part.

Or, comme le rappelle Foucault, les catégories de « déviants » et de « criminels » sont avant tout des constructions sociales : elles ne sont jamais neutres dans la mesure où elles servent le réseau de pouvoir². C'est pourquoi lorsque le bourgmestre d'Ixelles mentionne en un syntagme la prévention sans rien préciser, il révèle par là même qu'il ignore que le service prévention et la cellule sans-abrisme de sa commune sont les plus actifs et reconnus de la ville par les acteurs de terrain. Ainsi, comme le souligne Fassin dans *La Force de l'ordre*, son ouvrage de 2011³, les politiques sécuritaires transforment les problématiques sociales en questions martiales, et la prévention devient le plus souvent un prétexte à des pratiques de contrôle coercitif. Les populations précaires sont de plus en plus stigmatisées et perçues comme des « fauteurs de désordre », alors que toutes les autres catégories impliquées, des forces de l'ordre aux commerçants en passant par les toujours-déjà-adéquats-consommateurs, sont perçues comme des victimes. Ce qu'on appelle l'ordre public est dès lors moins une priorité qu'un rappel à l'ordre social destiné à contenir et disqualifier les populations marginalisées. Rappel à

2 Foucault Michel, *Les Anormaux, Cours au Collège de France (1974-1975)*, Paris, Gallimard, 1999 / Foucault Michel, *Surveiller et punir*, Paris, Gallimard, 1975 / Foucault Michel, *La Volonté de savoir*, Paris, Gallimard, 1976. Dans *Surveiller et punir*, Foucault analyse entre autres comment les institutions modernes produisent et maintiennent des normes sociales, transformant les individus en objets de contrôle et de classification. Il montre, notamment dans le chapitre « La mise en spectacle », comment les comportements « déviants » sont observés, catégorisés et réprimés au sein des sociétés disciplinaires. De même, dans *La Volonté de savoir*, il explore la manière dont les discours disciplinaires – qu'ils portent sur la sexualité ou sur « la déviance » – participent à la construction de hiérarchies sociales, justifiant l'exclusion de certaines catégories de population et consolidant l'ordre établi. Dans « Les Anormaux », il approche comment la médecine, la psychiatrie et le droit, en fabriquant des figures comme l'« anormal » ou l'« incorrigible », contribuent à renforcer et redéfinir continuellement les frontières de la normalité et du contrôle social. Ces analyses permettent de comprendre que les notions de déviance et de criminalité ne relèvent pas d'une essence objective, mais de processus de normalisation et de catégorisation inscrits dans les rapports de pouvoir. Ailleurs au même endroit, ces catégories ne se contentent pas de refléter un ordre existant : elles le façonnent activement, en légitimant voire en naturalisant certaines formes de domination et de soumission mais aussi en produisant de nouvelles formes de contrôle.

3 Fassin Didier, *La Force de l'ordre, Une anthropologie de la police des quartiers*, Paris, Seuil, 2011.

l'ordre social qui dépasse bien entendu « le rôle » des forces de l'ordre et dépend davantage des mots et actes des médias et politiciens *mainstream*. Ces derniers, en naturalisant des pratiques discriminatoires et en essentialisant les « déviants », creusent davantage les fractures sociales qu'ils prétendent réduire. Ainsi, le vol des riches par les pauvres est sévèrement puni, tandis que les formes de spoliation systémique (exploitation économique, évasion fiscale, conflits d'intérêt non révélés) orchestrées par les puissants sont rarement jugées.

En d'autres termes, dénoncer le vol de sans-abri revient à stigmatiser des individus déjà marginalisés sans reconnaître le rôle des inégalités socio-économiques qui les poussent à agir. Que ces dénonciations émanent de commerçants et de banquiers nous rappellent seulement à quel point le cynisme est la norme, à quel point Marx est enterré, à quel point les classes dominantes dénie leurs privilèges.

Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas de leçons de morale de banquiers ou de commerçants mais d'une attention nouvelle aux sans-chez-soi, les vrais habitants de nos quartiers, ceux-là même qui donnent encore un peu de vie à ce que nous appelions « l'espace public ». Ce dont nous avons besoin, ce n'est pas que « les zones de police prennent la main » mais bien d'une rupture avec cette logique répressive et, en attendant une révolution autre que celle du capital, d'un investissement dans des politiques sociales : construction massive de logements sociaux, régulation des loyers, refinancement des soins de santé et développement de centres d'accueil adaptés. Ces mesures doivent être complétées par un accès inconditionnel à des services d'accompagnement psychosocial et de traitement des addictions, pour offrir à chaque individu une chance de reconstruire sa vie ou, à défaut, de survivre le plus dignement possible. C'est en ce sens que, depuis 20 mois, le projet *Sublink* a permis à 160 personnes sans-chez-soi de loger quelques nuits à l'hôtel, et pour la plupart d'emprunter des chemins vers quelque aller-mieux. C'est en ce sens que la Stib vient de lancer *Includo*, à savoir 20 agents-en-train-de-se-former pour orienter et accompagner les sans-abris plutôt que de les jeter hors des stations. L'urgence d'instaurer une véritable culture du *care* et de la prise de soin témoigne avant tout d'un système-monde où la maltraitance est devenue la norme.

Parmi les sans-abris et les consommateurs de drogues que l'on stigmatise, il y a avant tout des hommes et des femmes avec des histoires complexes : des jeunes abandonnés ou broyés par un système éducatif inégalitaire, des travailleurs licenciés sans filet de sécurité, des migrants ayant fui quelque guerre et/ou privés de droits fondamentaux, des êtres incapables

de payer leur loyer, des individus victimes de l'explosion des troubles de santé mentale dans une société axée sur la performance et la compétition. Ces êtres sont les survivants d'une bataille que personne n'a vu se dérouler et les témoins muets de la violence d'un monde où l'exclusion n'est pas l'exception mais la règle. Ils méritent bien plus que nos pitié et compassion – ils méritent a minima notre colère, colère tournée contre les racines mêmes de leur précarité.

C'est pourquoi il apparaît essentiel de repenser nos manières de concevoir le vivre-ensemble, la collectivité, le commun et la communauté. Pour ce faire, il s'agit avant tout de percevoir et de raconter autrement ce qui ne cesse d'apparaître dans l'imaginaire social dominant : pour une agression ou un vol Porte de Namur toujours déjà médiatisé, il y a des milliers de gestes d'aide, de sourires et de rencontres entre les sans-chez-soi et les passants. L'exception est médiatisée, non le quotidien. Lutter contre l'insécurité, c'est d'abord lutter contre ceux qui enfantent la peur de l'autre, lutter contre ceux qui produisent la pauvreté, contre ceux qui marchandisent les besoins essentiels.

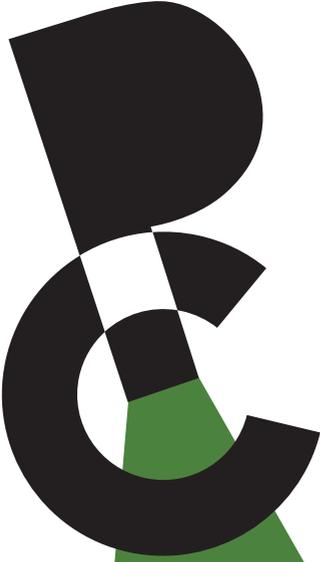
En somme, qu'un apprenti bourgmestre PS ayant préféré « gouverner » avec le MR et les Engagés plutôt qu'avec les Verts soit réceptif au « cri d'alarme » des CEO d'Axa, d'ING et de la Deutsche Bank ne nous étonne plus, cela nous rappelle plutôt comment le terme « socialiste » est devenu une insulte ou, au mieux, une blague pour des millions de jeunes. Ce qui nous étonne, c'est que ces « inquiétudes » soient relayées sans dialectique, sans début d'analyse, ou, plus précisément, sans aucune question par autant de journalistes : « les autorités cherchent une solution ». Si nous voulons vraiment remédier à la situation à la Porte de Namur et ailleurs, il ne s'agit pas tant de rétablir l'ordre que de réinventer le monde, autrement dit non seulement de changer les lois, mais d'éveiller les mémoires et d'inverser les perspectives : rétablir la dignité des opprimés comme pierre angulaire d'un nouveau contrat social.

Pour ne pas conclure, il s'agirait d'ajouter que nous percevons les sans-chez-soi comme ces fragments d'histoire interrompue dont parle Walter Benjamin, vestiges ou survivants d'un passé capitaliste et colonial que l'histoire dominante préfère occulter. Car, dans la lumière crue de l'instant présent, ce que l'on voit comme une énième crise sociale n'est qu'un effet parmi d'autres de la violence historique qui façonne notre monde. Chaque sans-abri, chaque marginalisé, chaque oublié de notre société est une sorte de messenger involontaire d'un système-monde en guerre contre la dignité humaine. La criminalisation des sans-chez-soi n'est que la face visible d'un

pouvoir disciplinaire et de contrôle incapable de concevoir l'autre autrement que par le prisme de la normalisation. Pour les personnes dites sans-papiers⁴, il est non seulement de plus en plus difficile de s'intégrer mais cela devient même, dans certains pays européens, impossible ou illégal. Ce pseudo-choix, cette obligation de s'assimiler⁵ ou de crever est sans doute le signe de la fin d'un monde, à tout le moins de la chute d'une civilisation.

4 70% des sans-chez-soi bruxellois selon le «Masterplan de fin du sans-chez-soirisme» publié par Bruss'Help. Voir https://brusshelp.org/images/Masterplan_Sortie_Sans-chez-soirisme_RBC_2024_FR.pdf

5 Voir les récents discours de Darmanin et Retailleau sur «le devoir d'assimilation», les examens de français imposés aux étrangers désirant la nationalité, le retrait de l'aide médicale urgente, pour ne mentionner que les plus récentes «réformes» de la «démocratie» française...



**PERMANENCES
CRITIQUES**